

Sur motion de M. Méthot, l'ordre pour que la chambre se forme en comité sur le bill pour encourager la construction des vaisseaux dans le Bas-Canada est déchargé, et le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. Méthot, M. Chabot, M. Cartier, et M. Laurin.

Sur motion de M. Chabot, le bill pour incorporer le barreau du Bas-Canada est renvoyé de nouveau à un comité spécial composé de M. Chabot, l'hon. M. Badgley, M. Cartier, M. Polette, et M. Lemieux.

L'hon. M. De Sales La Terrière propose de résoudre, et la question étant proposée : Que cette chambre prenant en considération les événements déplorables, arrivés dans cette cité de Montréal, mercredi, le 25 dernier, lorsqu'un attroupement considérable de personnes mal-intentionnées ont attaqué et incendié, vers les neuf heures du soir, l'édifice dans lequel cette chambre étoit alors en séance, par suite de quoi toutes ses archives, ainsi que sa bibliothèque, ont été entièrement détruites, et toutes les affaires importantes du pays violemment interrompues; que cette chambre considérant en outre le caractère des émeutes, les incendies qui ont eu lieu depuis, ainsi que les assemblées tumultueuses qui se tiennent journellement dans plusieurs quartiers de cette ville, dans le but avoué de menacer et d'entraver les actes de la législature, est pleinement convaincue que ses délibérations ne sont plus libres, et qu'il est de toute urgence qu'il soit mis fin à la présente session.

Sur motion de l'hon. M. Baldwin, ordonné que la considération de la dite question soit remise à lundi prochain.

Le bill pour donner effet à un traité avec les Etats-Unis relativement à l'arrestation de certains prévenus, est considéré en comité, et l'ordre est donné de le grossier.

La chambre se forme en comité sur le bill des autorités municipales du Bas-Canada, et après avoir siégé quelque temps, M. l'orateur prend le fauteuil.

Un message est reçu du conseil législatif, adoptant les bills suivants, avec des amendements :

Bill pour incorporer l'association des instituteurs du district de Québec.

Bill pour autoriser la communauté religieuse des Sœurs Hospitalières de St. Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal à acquérir et posséder des biens meubles et immeubles jusqu'à un certain montant en sus de ceux qu'elle possède maintenant, tant pour elle que pour les pauvres de l'Hôtel-Dieu, au nom desquels elle administre certains biens, et pour d'autres fins y mentionnées.

Et les bills suivants sans amendements, savoir :

Bill pour incorporer la société St. Patrick de Québec.

Bill pour diviser le comté de Saguenay en deux divisions pour l'enregistrement des titres.

Bill pour diviser le comté de Rimouski en deux districts pour l'enregistrement des titres.

Bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de Toronto, Simcoe et du lac Huron.

Bill pour incorporer la société d'horticulture de Montréal.

La chambre se forme de nouveau en comité sur le bill des autorités municipales du Haut-Canada, et après avoir siégé quelque temps, le comité se lève, rapporte progrès et obtient la permission de siéger de nouveau lundi prochain.

L'hon. M. Baldwin présente—Etat des comptes du pénitencier provincial pour l'année 1848.

Les autres ordres du jour sont remis à lundi prochain.

Et la chambre s'ajourne à lundi prochain.

## ANNONCES NOUVELLES.

Exhibition d'une pièce d'horlogerie.—A. ROUSSEAU.  
Changement de demeure.—P. GINGRAS.

## L'AMI DE LA RELIGION ET DE LA PATRIE.



"Le trône chancelle quand l'honneur, la religion et la bonne foi ne l'environnent pas."

QUÉBEC, 9 MAI, 1849.

### Encore le Mercury.

"Quant au langage et aux lois de nos ministériels notre langue et nos lois, que l'on reproche si amèrement aux Bretons d'avoir l'intention et le désir criminels de voir abolir l'une, dans les documents et actes publics d'une colonie anglaise, et les autres, remplacées comme hors de date et de mode et depuis longtemps abrogées dans le pays qui nous les a données, nous ne voyons dans cela rien de tellement répréhensible ni qui puisse justifier le reproche fait aux conservateurs.... Il est donc désirable que l'uniformité soit introduite graduellement dans notre code de lois; si ces lois doivent un jour ou un autre être toutes anglaises, le plutôt ce chan-

gement sera effectué le mieux sera pour toutes les classes....

"Les actes du parlement doivent être dans les deux langues pour quelque temps encore. Mais qu'un membre du Conseil ou de l'Assemblée Législative ait besoin d'une traduction des procès-verbaux des deux chambres pour les comprendre, c'est à peine croyable.... Le présent ministère qui est si populaire parmi les Canadiens Français, devrait profiter de cette occasion pour prouver à sa souveraine cette loyauté dont il se vante quelquefois, pour faire disparaître cette formalité inutile et dispendieuse, et en même temps saisir cette opportunité d'inculquer à ses constituants d'apprendre au plus vite la langue de leur souverain...." (Québec Mercury du 1er Mai).

"Il est faux comme le prétend l'Ami de la Religion, que le Mercury ait toujours et invariablement insulté et méprisé les Canadiens-Français ou leurs institutions."

(Québec Mercury du 5 Mai).

Si la première citation du Mercury que nous venons de faire, n'était pas suffisante pour démontrer le sentiment qui anime ce journal à l'endroit des lois, du langage, et des institutions des Canadiens-Français, nous aurions cru pour répondre au démenti que nous donne le Mercury, devoir prendre la peine de compulser tous les articles éditoriaux de ce journal; mais le temps nous manquant pour le présent, nous nous bornerons seulement à reproduire ce qu'écrivait en 1819 le rédacteur du Mercury au sujet de l'opération du diocèse de Québec en Archevêché : "Il y a dans ce pouvoir du Pape dans une colonie britannique, quelque chose qui n'est pas tout à fait agréable au goût anglais." Ce passage qui, par hasard est tombé sous nos yeux, se trouve dans l'Histoire du Canada de Christie, vol. 2, page 321. Au reste, si le Mercury y tient, nous entreprendrons pour l'obliger l'enquête et assomons corvée de lire les articles éditoriaux de ce journal. Nous n'entendons pas ennuyer nos lecteurs par la citation de toutes les injures et les plats raisonnements que le Mercury entasse pour prouver l'amour et le respect qu'il porte à nos institutions, notre langue et nos lois; ce qui précède suffira pour en connaître l'étendue et la sincérité.

Nous ne connaissons pas le propriétaire ou les propriétaires non plus que le rédacteur ou les rédacteurs du Mercury; mais s'ils sont ceux que désignent la rumeur publique, personne ne pourra s'empêcher de rire, en lisant ce que le Mercury nous adresse à ce sujet : "L'éditeur de l'Ami s'il fait des observations impertinentes sur des personnes intelligentes au-dessus de lui, aura le sort du rat dans la fable du Rat et l'Elephant." Nous pouvons assurer le rédacteur du Mercury que nous ne craignons pas plus ses menaces que ses raisonnements, et que nous méprisons également les uns et les autres. Au reste, le rédacteur du Mercury doit comprendre qu'ayant porté la querelle sur le terrain des personnalités, nous ne pouvons pas rendre notre journal le véhicule d'injures et de platitudes absurdes de la nature de celles qui ornent les colonnes du dernier numéro du Mercury, et qui démontrent que, si le rédacteur de ce journal à la modestie de se croire bien au-dessus de nous, ce n'est certainement pas par le langage, ni par l'urbanité, l'esprit, les connaissances et le jugement dont il fait preuve.

### Correspondance de Montréal. Montréal 7 mai.

"Notre cité est dans la tranquillité matérielle, mais jamais l'esprit n'y ont été plus troublés. Les rapports, les propos les plus menaçants et les plus sinistres sont dans toutes les bouches. On parle de l'introduction de grandes quantités d'armes; des relations, à ce qu'on assure, sont établies entre les mécontents et les aventuriers des Etats-Unis. Nos toriers lèvent les épaules de pitié lorsqu'on leur dit que la masse du Haut-Canada n'est pas avec eux. Les journaux toriers publient, proclament hardiment et impunément les rapports et les sentiments les plus séditeux, se faisant aussi les échos de la rue. Une correspondance des plus active se poursuit par la voie même du département de la Poste de Sa Majesté avec toutes les parties du pays où règne de la sympathie pour le parti mécontent. Un maître de Poste d'une de nos paroisses au sud du fleuve, rapportait avec alarme l'autre jour, que par la même maille il était arrivé de Montréal 80 et quelques lettres à l'adresse des toriers de sa paroisse, une pour chacun d'eux, et que depuis ce temps ces gens ont l'air de comploter ensemble. Dans les rues de Montréal on semble remarquer des signes d'intelligence, on croit entendre des mots de reconnaissance entre ceux d'une certaine coterie. On dit qu'un de ceux qui ont été arrêtés dernièrement et relâchés sous caution, est parti pour aller faire de l'agitation sympathique aux Etats-Unis. Tout cela, et nombre d'autres traits de notre chronique journalière, joints à l'inaction apparente du gouvernement jusqu'à ce jour, c'est plus qu'il n'en faut pour jeter toute une population dans le découragement et la terreur. Dans d'autres circonstances, la sécurité que montre l'Exécutif inspirerait

de la confiance, mais on a encore tout frais dans la mémoire qu'après que l'autorité militaire eut garanti la paix de la ville, le Représentant de Sa Majesté a été, en face des troupes, environné d'une escorte de dragons dont une douzaine aurait suffi pour éparpiller la canaille, exposé aux traitements les plus ignominieux, sans qu'aucune arme ne se soit levée, même comminatoirement, pour protéger et faire respecter la personne de son Excellence, le Gouverneur Général.

Les spectateurs les plus froids des événements disent que l'on s'exagère les dangers; que les mécontents, en essuyant la volonté, n'ont pas les moyens de réaliser le quart de leurs menaces, et que tout au plus pourront-ils, avec la force publique sur et sur les lieux, faire quelques tentatives d'émeute qui seront facilement réprimées. Mais ils avouent cependant qu'il faudrait faire quelque chose sous forme d'acte de vigueur, pour rassurer l'esprit public, en montrant que nos gouvernants, ont non seulement la volonté ce qu'on ne leur refuse pas, mais de plus la puissance nécessaire pour nous protéger. Fondée ou non, l'alarme publique est un fait notoire et patent, et cette alarme il faudrait qu'elle fut apaisée au plutôt; et le seul moyen, c'est celui suggéré plus haut. Car ne l'oublions pas cette alarme n'échappe pas aux mécontents; ils la voient, ils cherchent à l'accroître ainsi que le découragement qui en est la suite; qui sait si cette démoralisation de toute une population sans défense, sans moyens de protection, n'enhardira pas ses adversaires à tenter des choses auxquelles ils n'auraient jamais pensé autrement.

Voilà ce que l'aspect des choses fait penser et dire aux plus froids, aux moins impatientes, aux plus raisonnables peut-être. Je ne vous parle pas de la classe la plus impatiente, la plus impressionnable : ceux-ci, ne voient que folies, impuissance ou incapacité dans le ministère, et ils voudraient qu'on eût déjà armé toute la milice du pays, au risque de n'avoir à combattre que des moulins à vent, et d'avoir à faire tomber la toile au milieu de la risée publique.

Il y a aussi les gens rassurés mais cependant peu rassurés, qui voient avec dédain tout le brouhaha que font les mécontents, prétendant que tout cela n'est que pour jeter de la poudre aux yeux, ou n'est que l'œuvre de quelques écrivains qui se plaisent à faire mille contes fantastiques. Ils s'appuient des bonnes nouvelles qu'on reçoit du Haut-Canada, où tout va aussi bien qu'on pouvait le désirer, d'où l'émeute et la sédition n'ont aucun appui moral ni physique à attendre, et sans lequel les mécontents de Montréal ne seront pas assez fous pour descendre dans la rue, où ils se feraient écraser du premier coup par la force armée.

Et vous, que pensez-vous, me direz-vous ? Moi j'ai toujours cru aux proverbes qui sont la sagesse des nations, et je pense qu'il y en a un fort applicable dans les circonstances actuelles, c'est celui qui dit : "La Prudence est la mère de la sûreté," et qu'il vaudrait mieux courir le risque de prendre un peu trop de précautions, que de n'en pas prendre assez. La force régulière, c'est-à-dire, la troupe fait merveille sur un champ de bataille régulier, ou contre des barrières, mais elle ne peut rien, ou à peu près contre l'émeute qui n'a en vue que le pillage ou la destruction; avant que la troupe soit rendue sur le lieu de l'attaque, le mal est fait, consommé; l'émeute s'échappe à la course et va recommencer ailleurs.

Je pense bien que les moyens à la disposition du gouvernement suffisent pour faire face à la guerre civile, mais non pas à l'espèce d'émeute dont nous sommes menacés ici. Il faudrait à mon avis lui opposer une force aussi agile, aussi rapide, aussi ubiquitaire qu'elle. Un corps de cavalerie légère, voilà ce qu'il faut, et cela sous la conduite immédiate d'un magistrat qui n'aurait d'ordre à attendre de personne, de démarches préliminaires à faire auprès de qui que ce soit. Ajoutez-y pour la nuit, pendant tout le temps de la crise, un poste de gardes civiques à pied dans les principaux quartiers, et je pense que la ville serait à l'abri des coups de main de l'émeute. Quant à la guerre civile, c'est l'affaire des troupes régulières. Elles trouveraient aussi leur place dans le cas de résistance prolongée aux forces civiles, sur quelque point. Avec ce plan, vous tenez l'émeute en échec; vous l'étouffez si elle se montre et vous la tuez sûrement; ou plutôt elle meurt de sa belle mort. L'émeute est un être éphémère; vie s'exerce, par cela même dévorante et courte. Résistez-lui pendant quelques jours, et elle meurt. Au contraire laissez-lui le champ libre, elle meurt de même, mais c'est pour se transformer en guerre civile."

### La ligue à Québec.

Il vient de se former en cette ville une association qui a pour nom "Branche de Québec de la Ligue Britannique Américaine." Cet établissement répudie toute connection avec les partis politiques et par conséquent avec les Toriers qui ont formé la ligue Britannique Américaine. Maintenant si nos ligueurs Québécois n'ont aucune affinité, aucune parenté avec la ligue de Brockville ou de Montréal, nous aimerions à savoir à quel tronc elle appartient, car une branche suppose toujours un tronc, et une branche

d'association présuppose l'existence d'une société-mère.

Quoi qu'il en soit, à l'Assemblée de cette branche d'association sans tronc, tenue lundi, nous voyons dans le compte rendu que donne la Gazette des faits et gestes de la ligue-branche de Québec, qu'un monsieur ayant suggéré qu'il serait nécessaire d'exprimer dans le prospectus que les délégués seront tenus de maintenir inviolable la connection avec l'Angleterre, T. Wilson, écr. On dit, que le but de la ligue étoit d'agir pour le bien être du Canada, le bonheur des Canadiens, et que si le jour arrive où ce bien être et ce bonheur soient incompatibles avec la condition de la colonie, il ne serait pas le défenseur d'une émeute qui serait préjudiciable aux intérêts de la Province. Personne n'étoit plus que lui loyal mais si cette loyauté devenait incompatible avec la prospérité des habitants du Canada, il ne conseillerait pas de mettre une valeur en avant à la loyauté. Ce commentaire sur la loyauté fut vivement applaudi, dit la Gazette.

C'est ainsi que les loyaux entendent, comprennent et pratiquent la loyauté et la fidélité envers la métropole. C'est pour eux une spéculation, une question de pounds, schillings et pence qui se réduit au problème suivant : étant donné le montant des richesses qu'un anglais acquiert sous un gouvernement quelconque, trouver la somme de loyauté et de fidélité qu'il aura pour ce gouvernement. Et ce sont ces hommes dont la cupidité est insatiable, qui nous traitent nous, Canadiens-Français, de damnés rebelles! Nous ne craignons pas de le dire, si jamais l'Angleterre perd le Canada, elle pourra accuser de cette perte ses propres enfants et non les descendants des Français.

M. De Witt a dû proposer en Chambre, lundi dernier une série de résolutions pour l'appropriation d'une somme d'argent pour la construction de deux forts vaisseaux à vapeur avec des engins puissants, pour être employés au touage des bâtiments dans le fleuve St. Laurent, entre la Pointe aux Pères et le port de Québec.

Les Messieurs chargés de recueillir, dans chaque quartier de cette cité, les signatures à l'adresse à Sa Majesté, sont priés de faire toute la diligence possible et de remettre leurs listes au Secrétaire du comité, M. J. Crémazie, rue la Fabrique No. 12.

M. Ed. Fréchette est maintenant le seul propriétaire du "Canadien," dont M. McDonald, écr. a repris la rédaction. Les abonnés de ce journal et le public en général, apprendront avec plaisir que ce monsieur occupe de nouveau le fauteuil éditorial du doyen de la presse libérale de Québec.

Une compagnie d'artillerie est arrivée, à bord du Mintréal, hier matin, venant de Kingston.

La Gazette de Québec dit qu'une enquête a été faite vendredi dernier par le coroner sur le corps d'un enfant tué par la boisson prise en trop grande quantité et que sa mère ou sa nourrice lui aurait donné comme remède.

Le collège de médecine s'est assemblé hier, à l'ancien hôtel de ville. On dit que le nombre de ceux qui se présentent comme membres de la docte faculté, est très considérable.

Un vaisseau, arrivé dimanche devant cette ville, a jetté pendant quelques temps l'alarme parmi un certain nombre des habitants de Québec qui avaient appris qu'il avait le choléra à son bord. Une visite des médecins a prouvé qu'il n'y avait qu'un cas de fièvre. Sept personnes sont mortes dans la traversée. Le navire est descendu hier à la Grosse Isle où il doit faire la quarantaine.

L'on verra par une annonce publiée dans notre numéro de ce jour que c'est jeudi que M. Ant. Rousseau doit commencer l'exhibition de sa pièce vraiment ingénieuse d'horlogerie. Nous le disons encore une fois, M. Rousseau est un compatriote, et comme compatriote et homme de génie, il a double titre à notre encouragement pour des prodiges que nous ne pourrions pas pour des bagatelles qui n'ont pour tout intérêt que celui de venir de l'étranger.

Avis.—Nous avertissons une fois pour toutes ceux de nos abonnés qui ne nous ont rien payé depuis que notre journal se publie, que l'envoi leur en sera interrompu et que nous prendrons des moyens de leur faire acquitter leur engagement à notre égard.

Une lithographie représentant l'incendie de la maison du parlement vient d'être publiée. C'est une faible image, propre à perpétuer le souvenir d'une grande infamie. (Pilot.)

Un colporteur estimable, associé d'une maison de commerce de cette ville, vient de nous fournir l'information suivante : "Nous avons reçu deux notes télégraphiques, l'une de Cleveland, l'autre de Toledo, nous informant que des vaisseaux, chargés pour nous, et prêts à partir, déposent maintenant leur cargaison où ils l'ont prise, par suite des troubles du Canada." C'est un juste commentaire des procédés des 10 derniers jours. (Idem.)

## SOCIÉTÉ D'ÉDUCATION, DU DISTRICT DE QUÉBEC.

Election des Officiers.

J. Duval Ecr. Présidents.

Messires Baillargeon, } Vice-Président.  
A. Parant, }  
Jos. Pételère, Ecr. Trésorier,  
C. Delagrave, Ecr. Secrétaire,  
F. Evanturelle, Ecr. Ass. des

## COMITÉ DE RÉGIE.

Messires C. F. Cazenave,  
L. Cascault,  
Belle-Isle,  
R. E. Caron,  
L. Massue,  
MM. Ab. Hamel,  
L. G. Baillargeon,  
Ed. Dugail,  
T. Vézina,  
P. Gauvreau,  
J. Z. Nault,  
A. B. Sirois,  
J. Chabot,  
J. Légaré,  
J. U. Tessier,  
V. Tétu,  
D. Dussault,  
J. Maguire,  
J. Crémazie,  
J. P. O. Chauveau.

(Pour copie conforme.)

C. DELAGRAVE,

Secrétaire.

## RÉSOLUTIONS.

Adoptées par l'Assemblée de St. Thomas.

A une assemblée publique des citoyens de la Paroisse de St. Thomas, et du village de Montmagny, tenue à la porte du Presbytère, de St. Thomas, dimanche après le service divin, les résolutions suivantes furent agréées et adoptées à l'unanimité :

Résolu.—1o. Sur motion de Joseph Murmette, Ecr. M. D. secondé par le Capitaine Frs. Fournier :—

Quels citoyens de cette paroisse ont appris avec regret et indignation l'outrage fait à Sa Majesté dans la personne de Lord Elgin, Gouverneur de ces colonies, lorsque dans l'exécution de ses devoirs il venait de remplir un acte constitutionnel et en harmonie avec les décisions du gouvernement Britannique, et de justice envers les habitants de cette Province, ainsi que les actes d'infamie et de vandalisme commises ces jours derniers dans la cité de Montréal par une partie de cette classe d'hommes connus politiquement sous le nom de Toriers, et qui, tout en se disant loyaux, osent lever audacieusement l'étendard de la révolte, et qu'ils sympathisent sincèrement et cordialement avec les hommes généreux, qui, par leur position et leur conduite politiques ont attiré sur eux la haine et la vengeance des ennemis de tout gouvernement juste et honnête.

Résolu.—2o. Sur motion de Robert Chevalier D'Estimauville, Ecr. avocat secondé par le Capitaine Ls. Fournier :—

Que les habitants de cette paroisse croient de leur devoir d'exprimer à son Excellence, que les actes à jamais déplorables qui viennent de ternir l'histoire de ce pays, ne sont que l'expression mise en action de la haine et des mauvaises passions qui ont toujours guidé ce parti éternel; cette remarque s'applique avec d'autant plus de force que nos ennemis ont choisi un moment où le parti libéral avec l'aide de son Excellence et d'un gouvernement de leur choix, pouvaient espérer de voir luire une brillante aurore pour tous les amis de l'ordre et de l'avancement du pays.

Résolu.—3o. Sur motion du Major L. Casault secondé par le capitaine Joseph Nicole :—

Qu'en outre le profond respect qu'ils éprouvent pour le digne représentant de notre Gracieuse Souveraine, les habitants de cette paroisse ont une confiance entière en lui, ainsi qu'en les honorables membres du Conseil Exécutif qui, appuyés par la grande majorité de la Chambre d'Assemblée, sauront faire respecter nos droits les plus sacrés.

Résolu.—4o. Sur motion du M<sup>r</sup> Beaulieu secondé par M. James Smith :—

Que pour maintenir dans leur pays l'ordre, l'obéissance aux lois, et pour la protection et la défense de leurs vies et leurs propriétés et de leurs institutions, les citoyens de cette Paroisse sont prêts au premier appel, à offrir à leur patrie et leur gouvernement le service de leurs bras.

St. Thomas, 6 mai 1849.

FRS. TÊTU,

Président.

J. D. LÉPINE,

Secrétaire.

## Dépêches Télégraphiques

Transmises pour l'Ami de la Religion.

Montréal, 8 mai, 74 heures P. M.

Nouveaux détails des nouvelles apportées par le Steamer.

Angleterre.—Chambre des Communes.—Le 19, avril, la chambre s'occupait des lois de navigation, M. Gladstone fit motion d'insérer une clause autorisant la Couronne sur la demande d'une colonie à sanctionner le transport d'effets et de j